

FONCTION PUBLIQUE

TOUS EN GREVE LE 31 JANVIER!

Le candidat aujourd'hui Président avait pris des engagements pour renégocier le pacte budgétaire (*Merkel Sarkozy*) et avait axé son programme sur la justice et les solidarités. La fiscalité au cœur de ce programme était qualifiée de redistributive et pour une fois la volonté affichée de la réformer dans sa globalité était annoncée. **Les services publics étaient mis en avant comme étant un des fondements de notre appareil républicain. De fait, ils ont permis d'atténuer, entre 2008 et 2011, les effets de crise.**

Le pacte budgétaire, voté par le Parlement, condamne, désormais, la majorité de la population à une politique d'austérité inscrite dans la durée.

La barre des trois millions de chômeurs est officiellement franchie, près de dix millions de nos concitoyens vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté. Les licenciements s'accroissent et les engagements de l'Etat s'amenuisent face à la pression patronale.

Le plan Gallois sur la compétitivité renforce cette logique en proposant 20 milliards de cadeaux au monde de l'entreprise au travers d'un crédit d'impôt contre dix milliards de restrictions budgétaires sur les ménages et les services publics. Au lieu d'augmenter les recettes, par une fiscalité plus juste en s'attaquant aux niches fiscales par exemple, le gouvernement veut poursuivre la réduction du poids des dépenses publiques.

A la place de créations d'emplois dans l'Education, la Police et la Justice, c'est en réalité une continuation qui s'opère dans l'ensemble des secteurs. Les suppressions d'emplois, les expérimentations et les fusions de services, les transferts de missions se poursuivent bel et bien. La Modernisation de l'Action Publique (*MAP*), inscrite dans la durée, s'attaquera aussi bien aux services de l'Etat qu'à ceux des collectivités territoriales. L'un des principaux objectifs sera l'optimisation des missions supports : de profondes réorganisations dans la gestion des personnels et le développement de l'administration électronique sont à prévoir ! En bref, c'est la poursuite des réformes, la poursuite de la réduction des effectifs, l'explosion de la précarité (*CDD, contrats aidés, CDI temps partiel*) et la perspective zéro euro en terme de pouvoir d'achat.

Alors que nous exigeons :

- l'abandon pur et simple de la RGPP (*Révision Générale des Politiques Publiques*) et de la Réate (*Réforme de l'administration territoriale de l'Etat*),
- la création des emplois nécessaires à l'exercice de nos missions (*- 150 000 en 5 ans*),
- la garantie du statut de fonctionnaire pour tout emploi dans la Fonction Publique,
- un salaire décent pour tous, une refonte de l'ensemble des grilles,
- l'abandon de la journée de carence.

Manifestation
Devant la préfecture de Caen
JEUDI 31 JANVIER A 11H